

# Une crise de la participation électorale

**Céline Braconnier**

*Maître de conférences, université de Cergy-Pontoise*

La France affronte, comme la plupart des démocraties occidentales, une crise de la participation électorale. Les records historiques d'abstention s'accumulent et affectent désormais tous les types de scrutin à l'exception des présidentielles—dont les résultats sont plus difficiles à interpréter puisque le premier tour de 2002, qui enregistrait presque 30% d'abstention, pouvait laisser penser qu'elles n'échappaient pas à la dynamique démobilisatrice, quand les trois tours de scrutin suivants enregistraient des records historiques de participation. Alors que l'abstention a longtemps approché les 20% des inscrits pour les législatives, elle atteignait 39,6% puis 40% en 2002 et 2007. Les dernières élections européennes n'ont mobilisé que 4 inscrits sur 10, les régionales comme les cantonales moins d'un inscrit sur 2. Dans tous les cas, la participation a perdu pour chacun de ces types de scrutin entre environ 10 et 20 points de pourcentage au cours des deux dernières décennies. Ce basculement dans un cycle de basse mobilisation, qui commence au milieu des années 1980 et s'accroît au tournant des années 2000, est en réalité encore plus marqué que les chiffres officiels ne le laissent supposer, puisqu'il convient de leur ajouter le nombre de citoyens français qui ne sont pas inscrits sur les listes électorales. Si l'on en tient compte, les chiffres de la participation tendent à se rapprocher de ceux enregistrés depuis plusieurs décennies aux États-Unis, qui ont longtemps fait figure de modèle repoussoir. Comme Outre-Atlantique, les citoyens qui ne votent pas sont pourtant désormais, dans la plupart des démocraties européennes, plus nombreux que ceux qui votent à l'occasion de la plupart des scrutins.

Cette comparaison avec les États-Unis se justifie d'autant plus que la hausse récente de l'abstention en Europe s'accompagne d'une distribution très inégale des votants et des abstentionnistes dans l'espace social. Alors que les scrutins qui parviennent à mobiliser en masse les électeurs font se déplacer toutes les catégories de manière relativement égalitaire, les scrutins de faible et moyenne intensité ne mobilisent que les électeurs les plus âgés, les plus politisés ou les plus culpabilisés de s'abstenir, les plus diplômés, les plus riches, les plus stables professionnellement. La ségrégation sociospatiale à l'œuvre dans notre société, où les inégalités se creusent en même temps qu'elles assignent ceux qui cumulent les difficultés dans les mêmes espaces, explique que la géographie électorale rende bien compte de l'ampleur du phénomène. Alors que l'abstention atteignait 53% à l'échelle nationale aux élections régionales de 2010, elle était beaucoup plus marquée dans les bureaux de vote des quartiers populaires que caractérise aussi bien leur jeunesse que leur taux de chômage particulièrement élevé, et où elle atteignait jusqu'à 75%. Sachant que la non inscription y est aussi bien plus importante qu'ailleurs—on estime qu'elle atteignait 25 à 30% dans les ZUS au tournant des années 2000 contre 10% au niveau national—, on mesure la distance qui sépare aujourd'hui les habitants de ces quartiers de la civilisation électorale, à la marge de laquelle ils évoluent désormais.

La marge, ce n'est pas l'extériorité. Les données d'enquêtes localisées confirment ici celles produites par l'Insee à partir d'un échantillon national d'inscrits dont le parcours électoral est reconstitué grâce aux listes d'émargement. Elles montrent toutes que la démobilisation électorale contemporaine recouvre plus une diffusion du vote intermittent qu'une rupture avec la civilisation électorale qu'aurait consommée une catégorie d'inscrits. Si l'on prend comme unité temporelle d'analyse des séquences de 4 à 6 tours de scrutins, les abstentionnistes constants représentent ainsi, encore aujourd'hui, environ 10% des inscrits. Ce groupe est, certes, deux fois plus important dans les bureaux des quartiers populaires, où les intermittents votent par ailleurs moins que ceux des bureaux de quartiers favorisés. Bien des électeurs de la présidentielle de 2007 n'ont ainsi pas repris le chemin des urnes depuis ce scrutin d'exceptionnelle intensité, auquel les quartiers populaires ont participé dans les mêmes proportions que le reste de la population française. Dès lors qu'ils sont inscrits à proximité de leur domicile effectif, les habitants des quartiers les plus populaires demeurent donc mobilisables.

Ce n'est pas le moins étonnant. Car le désenchantement à l'égard de la politique est tellement généralisé, *a fortiori* là où les difficultés s'accumulent, que c'est le fait que ces habitants puissent parfois encore voter aussi nombreux qui devrait étonner, et non le fait qu'ils s'abstiennent le plus souvent. Moins intéressés par la politique que le reste du pays, les milieux populaires l'ont toujours été—ce qui s'explique notamment par le fait que cet intérêt varie avec

le niveau de diplôme des individus. Cela ne les a pas empêchés, pendant des décennies, de beaucoup voter dans les démocraties européennes, à la différence de ce qui se produisait aux États-Unis où les catégories populaires sont en retrait du vote depuis des décennies. Sans doute le désintérêt se cumule-t-il aujourd'hui à un scepticisme très marqué quant à la capacité du politique à améliorer l'existence. La succession d'alternances politiques gauche/droite depuis 1981, dès lors qu'elle n'a pas débouché sur des alternatives dans les modes de vie des plus démunis, a évidemment alimenté ce désenchantement de grande ampleur. La « dé-différenciation » de l'offre politique à l'échelle des camps (la droite et la gauche) alors qu'ils constituent souvent les seuls repères vraiment efficaces pour les citoyens politisés *a minima*, a sans doute également joué un rôle. L'atténuation des grands clivages autrefois structurants, la décomposition du rêve communiste y sont aussi pour quelque chose. Même si la théorie du choix rationnel ne suffit pas à rendre compte des comportements électoraux, elle a le mérite, en soulignant que la participation peut être motivée par la défense des intérêts tant individuels que collectifs, de rendre plausible l'hypothèse d'une démobilisation pour partie alimentée par le nombre de plus en plus élevé de ceux qui ne croient plus en la capacité du vote à changer quoi que ce soit dans leur vie.

Alors, pourquoi arrive-t-il aux plus désenchantés de tout de même voter de temps en temps, comme au second tour de l'élection présidentielle de 2002 ou aux deux tours de la présidentielle de 2007 ?

La réponse est plurielle, comme les facteurs de la participation.

Certains inscrits sont malgré tout encore prêts à croire à un avenir meilleur, et c'est pourquoi la campagne joue un rôle primordial dans la mobilisation électorale. C'est parce qu'il est parvenu à incarner une promesse de rupture que le candidat Sarkozy a mobilisé bien au-delà de son camp, aussi bien ceux qui appelaient de leurs vœux un tel changement que ceux que cette perspective effrayait. Notamment parce qu'elle était une femme et la première en situation d'accéder à la présidence de la République, Ségolène Royal incarnait sans doute aussi, quelque part, la promesse d'une autre société, plus égalitaire.

Au-delà du contenu des messages qu'elles diffusent et des personnalités qu'elles mettent en scène, les campagnes disposent, en fonction du support qui sert leur diffusion, d'une capacité à stimuler la participation. Lorsqu'elles sont relayées par la télévision aux heures de grande écoute et fréquemment, elles peuvent pénétrer jusque dans les foyers qui s'en tiennent habituellement le plus à l'écart. En 2007, non seulement la campagne présidentielle a bénéficié d'une telle diffusion, mais elle en a aussi bénéficié très tôt, ce qui était très inhabituel. Pour la première fois en effet, le rappel à l'ordre civique a commencé avant la clôture des listes électorales. En étant relayé par des personnalités très populaires du monde du sport et de la chanson dans des émissions de télévision elles-mêmes très suivies, l'appel à participer a alimenté une dynamique d'inscription dans des milieux se maintenant alors à distance du vote.

Parmi les nouveaux inscrits, certains ont produit des votes désinvestis, et ne sont venus gonfler les chiffres de la participation que parce qu'ils avaient été entraînés à s'inscrire et à participer aux scrutins par des proches plus concernés qu'eux. Les campagnes de très haute intensité alimentent ainsi des mécanismes d'entraînement des moins politisés par ceux qui le sont un peu plus, en tout cas suffisamment pour être directement affectés par la campagne partisane et inciter leurs proches à les suivre vers les urnes. Si les quartiers populaires ont beaucoup voté à la présidentielle de 2007 et si la participation y a chuté brusquement pour les législatives, soit aussitôt retombée l'intensité de la campagne, c'est parce qu'ils abritent une vie sociale souvent riche, qui peut donc, sous l'effet d'une stimulation politique exogène, se transformer en dispositif de mobilisation électorale en période de scrutin. À l'inverse, dans ces quartiers, toute atteinte à la force de ces liens risque d'alimenter de l'abstention par rupture de ces mécanismes d'entraînement. Si les familles monoparentales sont ainsi plus nombreuses aujourd'hui qu'hier, ici comme ailleurs, les effets politiques de cette déstructuration des foyers y seront plus marqués, car un adulte isolé qui reste à distance du politique est un adulte qui n'est plus mobilisable par son conjoint alors qu'il n'est, par lui-même, pas prédisposé à voter.

Or, dès lors que les milieux populaires ne bénéficient plus, aujourd'hui, d'un encadrement partisan, le niveau de leur mobilisation électorale repose de plus en plus sur ces dispositifs informels de stimulation dont la famille constitue la plus grande figure. Ni au travail, parce qu'une partie de la population n'y accède pas, ou avec un statut précaire, et que ceux qui ont la chance de travailler ont de moins en moins l'occasion de rencontrer un collègue syndiqué ou de discuter politique sur leur lieu de travail. Ni dans le quartier, où les militants qui furent des figures appréciées des populations ne résident plus. Reste le recours à des dispositifs de substitution, ponctuels, parmi lesquels figure le porte-à-porte, auquel ont recours certains candidats depuis une date récente mais dont la capacité d'entraîner vers les urnes n'a encore jamais été mesurée en France.